ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3105

Texte de la question

ACCORD EUROPÉEN RELATIF À LA GRÈCE

M. le président. La parole est à Mme Nathalie Nieson, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Nathalie Nieson. Monsieur le ministre des finances, lundi 13 juillet, à l'issue d'une négociation marathon, un accord européen a été trouvé pour permettre à la Grèce de demeurer dans la zone euro. Cet accord n'allait pas de soi. Nombre d'États membres souhaitaient que la Grèce sorte, suite au résultat du référendum grec du 5 juillet dernier. Cette position n'a pas été celle de la France, pour des raisons politiques et économiques.

Des raisons politiques, car la dislocation de l'Union européenne qu'aurait entraînée un « Grexit » contrevenait aux fondements mêmes du projet européen tel qu'il a été conçu au sortir de la Seconde guerre mondiale.

Des raisons économiques aussi, car la sortie d'un membre de la zone euro aurait été un saut dans l'inconnu dont personne ne mesure véritablement les conséquences, pour les Grecs, bien sûr, mais aussi pour les autres peuples d'Europe.

Le Président de la République et vous-même, monsieur le ministre, avez joué un rôle central lors de cette négociation. La France a porté sa vision d'une Europe fidèle à ses valeurs en défendant parfois seule le maintien de la Grèce dans la zone euro.

Le sang-froid, le sens de l'intérêt général, la qualité des relations que le Président de la République entretient avec les dirigeants de la zone euro *(« Oh ! » sur les bancs du groupe Les Républicains)* ont été essentiels, et salués par tous, ne vous en déplaise, monsieur Woerth. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)* La France a une nouvelle fois été au rendez-vous de son destin européen.

Monsieur le ministre, l'accord européen du 13 juillet, soumis au vote de notre assemblée à l'issue de cette séance, est un point de départ. Pouvez-vous détailler le bilan et les perspectives qu'ouvrent les difficiles négociations de ces derniers jours ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe écologiste.)*

M. Philippe Cochet. Bonnes vacances !

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Madame Nieson, le Premier ministre vient de rappeler les grands enjeux de cette affaire qui nous dépasse tous, individuellement et collectivement.

(Exclamations et « Surtout toi ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.) Il convient de faire en sorte que ce soit l'intérêt général, auquel le chahut qui règne ici ne rend pas hommage… bref, l'intérêt général de la Grèce, de l'Europe et de la France qui l'emporte.

La solution qui faisait sortir la Grèce de l'Europe était une catastrophe pour la Grèce, et plus particulièrement pour les plus faibles des Grecs, qui auraient été soumis à un choc de pauvreté absolument considérable. La sortie de la Grèce de l'euro eût été une très mauvaise chose pour l'Europe, car si l'on commence par un pays, on peut donc continuer avec un autre.

M. Jacques Myard. Eh oui !

M. Michel Sapin, *ministre.* C'est l'ensemble du système européen, et l'ensemble de ce pour quoi nous avons su nous battre, les uns et les autres, qui aurait été déstabilisé.

Pour la France, cela n'aurait pas été une bonne chose non plus, ni pour le contribuable français, dont il est légitime de préserver les intérêts. Car à ce moment-là, la dette de la Grèce aurait été considérablement diminuée, de manière autoritaire, et ce qui est dû à l'ensemble des Européens n'aurait, à l'évidence, pas pu être remboursé. C'est l'enjeu qui nous a réunis.

Je veux le confirmer, pour l'avoir vécu de l'intérieur : la France a été au rendez-vous. Je parle de la France, au-delà des personnes, au-delà de ceux ou celles qui l'incarnent, au-delà du Président de la République lui-même, ou de tel ou tel ministre. La France a été au rendez-vous, parce qu'elle a été claire depuis le début. Depuis le début, nous disons qu'il faut respecter le peuple grec, et que le peuple grec doit respecter les règles de fonctionnement de l'Europe.

Depuis le début, nous disons qu'il faut marier la solidarité nécessaire de l'Europe vis-à-vis de la Grèce avec la responsabilité indispensable de la part de la Grèce. C'est l'accord qui a été trouvé : solidarité, responsabilité, et un avenir qui se dégage, même s'il y a encore devant nous beaucoup de difficultés que nous saurons traverser ensemble. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe écologiste.)*

Données clés

Auteur : Mme Nathalie Nieson
Circonscription : Drôme (4e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3105
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Finances et comptes publics
Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 16 juillet 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 juillet 2015